



Communiqué de presse

**« Eaux propres pour tous » : une promesse dangereuse et mensongère !**

**L'initiative « Eaux propres pour tous » a été déposée aujourd'hui à la Chancellerie fédérale. Cette initiative promet « une eau potable propre et une alimentation saine ». Pour ce faire, elle exige une révolution totale en matière agricole puisque les paiements directs ne seraient plus versés qu'aux exploitations répondant à des conditions drastiques : interdiction des produits phytosanitaires, restriction des antibiotiques en production animale et limitation de l'affouragement à ce qui est produit sur l'exploitation. AGORA a analysé le texte de l'initiative et s'y oppose avec véhémence.**

L'eau est une ressource précieuse pour la vie en général mais, également, elle est nécessaire pour la paysannerie, que ce soit en production végétale ou animale. Le secteur agricole n'a pas seulement besoin d'eau en suffisance mais également d'eau de très bonne qualité. Aussi, toute mesure raisonnable visant à garantir l'approvisionnement en eau de qualité est soutenue. Ceci n'est malheureusement aucunement rempli par l'initiative « Eaux propres pour tous » qui, à part un titre charmeur, apporte plus de problèmes que de solutions.

Pire, cette initiative met en péril l'agriculture suisse, quel que soit le mode (PER, PI, bio, ...) et le type (végétal, animal, mixte, ...) de production. Ainsi, l'accès aux paiements directs serait refusé aux exploitations utilisant des produits phytosanitaires et, sauf exception, des antibiotiques, de même qu'à celles qui n'utiliseraient pas uniquement leur propre fourrage pour nourrir leurs animaux. Il faut souligner que, la notion de pesticide n'étant pas clairement définie dans le texte, les exploitations biologiques seraient également touchées. Quand on sait le poids des paiements directs dans le revenu d'une majorité des exploitations, nombre d'entre elles seraient contraintes de mettre la clé sous le paillason.

Par ailleurs, l'acceptation de l'initiative ne ferait qu'exporter nos problèmes à l'étranger. Pour rappel, le taux d'autoapprovisionnement net se situe aujourd'hui déjà aux environs des 50%. Or, l'application du texte d'initiative ferait chuter la production indigène et donc augmenter la part des importations produites selon des standards tout autres que ceux visés par les initiants. Et, comme ces marchandises importées ne seraient pas exempts de résidus de produits phytosanitaires et d'antibiotiques, ces produits se retrouveraient quand même dans nos eaux et nos sous-sols.

Notons encore qu'en matière de qualité des eaux, la situation actuelle en Suisse n'est pas mauvaise et que l'agriculture n'est pas la seule source de résidus dans les eaux. Ainsi, les services de l'environnement des cantons romands estiment que les villes (bâtiments, jardins, ménages, entreprises, etc.) envoient dans les eaux autant, voire plus, de pesticides et de biocides que l'agriculture. Il est donc malhonnête et réducteur de s'acharner uniquement sur l'agriculture suisse. Evidemment, il est bien plus facile de stigmatiser et sanctionner lourdement trois pourcents de la population ne représentant même pas un pourcent du PIB.

Les problématiques soulevées par l'initiative ne sont pas inconnues du monde agricole et ce dernier est conscient du rôle qu'il peut jouer. Ainsi, il s'attelle depuis plus de 20 ans à mettre en place des solutions durables, c'est-à-dire supportable du point de vue environnemental, économique et sociétal. A ce titre, il s'est engagé dans la mise en œuvre du plan d'action national produits phytosanitaires. AGORA mettra tout en œuvre pour s'opposer à ce texte populiste et irrespectueux de ceux qui nourrissent la population suisse.

AGORA

Lausanne, le 18 janvier 2018

**Renseignements :** Laurent Tornay, président, 079/244.45.44  
Loïc Bardet, directeur, 079/718.01.88